

ESPAGNE, GRECE, TUNISIE

POUR UNE EMANCIPATION POPULAIRE: OBSTACLES ET PERSPECTIVES

Ces dernières années se sont fait jour dans différents pays des mouvements sociaux d'envergure qui portaient une réelle radicalité tant au niveau de leurs formes qu'au niveau de leurs revendications.

En Grèce, dans un pays en crise, le peuple exsangue, bloquait le pays, par l'intermédiaire de différentes journées de grève générale. Il entendait se défaire des chaînes que lui imposait l'UE...

En Espagne, dans un pays tout aussi en crise avec un taux de chômage dépassant les 30%, c'est le mouvement des Indigné-e-s qui est apparu sur le mot d'ordre "Ils ne nous représentent pas". Rejetant les partis au pouvoir, responsables à leurs yeux de la crise, le Parti populaire (droite et droite extrême) et

le Parti Socialiste, le Mouvement des Indigné-e-s faisait tâche d'huile. Il multipliait aux quatre coins de la péninsule ibérique : Manifestations massives, occupations des places des grandes villes, actions directes contre les expulsions de locataires...

En Tunisie, faisant écho aux révoltes qui déferlaient sur plusieurs pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient (Yémen, Libye, Bahreïn, Égypte, Maroc), le peuple mettait à bas le sanguinaire dictateur Zine el-Abidine Ben Ali et de sa clique.

Les résultats, hélas, de ces mouvements plein d'espoir où les peuples prenaient leurs destins en main, sont au final décevants :

En Grèce l'illusion que le gouvernement de Syriza d'Alexis Tsirpas puisse tenir tête à la Troïka et à Merkel est depuis oublié. Renonciations après renonciations Syriza s'est converti en un Parti qui gère la crise, accepte les règles imposées par Bruxelles et a abandonné, en l'espace de quelques mois, tout espoir d'apporter toute alternative sociale au peuple...

En Espagne, c'est le Parti Podemos de Pablo Iglesias qui entend représenter cette illusion qu'une autre politique est possible contre le rouleau compresseur capitaliste. Bien que n'ayant pas encore été passé au crible de l'exercice du pouvoir, il est assez évident que Podemos, malgré l'énorme soutien populaire qu'il soulève, ne saura répondre aux attentes. D'ores et déjà, ses tractations avec le Parti socialiste laissent présager une série de renoncements de sa part sur les aspects les plus radicaux de son programme politique. Ce qui ne va d'ailleurs pas sans provoquer de sérieux remous en interne du parti de Pablo Iglesias.



En Tunisie, ce sont les islamistes d'Ennahdha et les anciens cadres du Régime qui mènent la danse depuis la chute de Ben Ali.

Sur la base de l'analyse des situations de ces trois pays, nous pouvons, dès lors, nous poser une question : Alors que des mouvements sociaux existaient et qu'émergeait la perspective d'un changement radical de société, pourquoi avons-nous assisté, dans les trois cas, à un détournement et à une confiscation de la colère populaire ?

**LE RAAGE VOUS INVITE A DEBATTRE DE CES QUESTIONS,
LE JEUDI 17 MARS 2016 A 19H00**

Centre André Malraux, salle 6, 2 Avenue de Lattre de Tassigny, 30000 Nîmes



QUI SOMMES-NOUS ?

Le RAAGE est un réseau militant, anticapitaliste et autogestionnaire, ouvert à toutes celles et ceux qui, ici, dans le Gard, se reconnaissent dans la lutte de classe, le combat internationaliste, écologiste, féministe, contre le racisme, le fascisme, le sexisme, l'homophobie et dans la nécessité absolue de renverser le capitalisme.

La crise économique, sociale et écologique, et la fameuse dette qui en est la conséquence directe sont provoquées par les capitalistes insatiablement à la recherche du profit maximum. **Elle leur sert à justifier les politiques d'austérité** qui exploitent les peuples, les licenciements de masse, la précarité généralisée, la casse du droit du travail, la marchandisation des services publics, la stigmatisation et exclusion de l' « autre » (musulmans, roms, sans papiers, précaires) **et la répression quotidienne et croissante** des mouvements sociaux, sous prétexte de lutte contre le terrorisme.

Le pillage des ressources naturelles, les pollutions massives de l'air, des sols et de l'eau, le changement climatique et la réduction massive de la biodiversité **sont aussi les conséquences de cette course au profit**. Le « capitalisme vert » n'y changera rien, c'est un leurre qui ne vise qu'à ouvrir de nouveaux marchés pour les mêmes multinationales qui détruisent la planète.

Nous n'avons rien à attendre des prétendus représentants du peuple et de leurs « solutions » réformistes, électoralistes et nationalistes qui ne servent que leurs propres intérêts et ceux du capital.

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et sur nos luttes collectives!

Seule une rupture avec le capitalisme, sur la base d'une auto-organisation des opprimé.e.s, pourrait mettre fin aux crises économiques, politiques, sociales et écologiques dont nous souffrons. Nous devons nous débarrasser de cette société basée sur la concurrence, l'exploitation, la croissance destructrice, la domination étatique et les oppressions racistes, sexistes et homophobes.

Nous devons bâtir une société **où la production, contrôlée par les travailleurs et travailleuses**, vise la satisfaction des besoins sociaux dans le respect des équilibres écologiques et de la dignité de toutes et tous. **Une société basée sur la socialisation des moyens de production** et une réduction massive du temps de travail, l'autogestion généralisée, la démocratie directe, la solidarité internationale.

Le RAAGE s'est constitué sur cette base, à l'initiative de militant.e.s gardois.e.s du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), d'AL (Alternative Libertaire), de la CNT (Confédération Nationale du Travail), de la FA (Fédération Anarchiste), et est ouvert à tous ceux et toutes celles qui se reconnaissent dans nos propositions: il s'agit d'élaborer une expression anticapitaliste, révolutionnaire, d'initier des luttes porteuses d'une remise en cause du capitalisme, de mener des actions d'éducation populaire, et de faire émerger des alternatives concrètes innovantes.

C'est également un espace d'échange d'idées, de réflexion collective et de formation à l'auto organisation pour avancer dans la réflexion sur des perspectives communes de transformation sociale.